Par monts et par vaux

CONGRÈS de L'ASSOCIATION D'ÉDUCATION

La convention biennale de l'Association Canadienne - française d'Education d'Ontario aura lieu, à Ottawa, le 13 janvier courant. En raison de l'acuité de l'imbroglio scolaire, l'événement aura une importance capitale. Il est à souhaiter que tous les centres français de la province seront représentés aux assises nationales de la mi-janvier.

L'heure est à l'union. Serrons nos rangs! Collaborons à la plus unanime cohésion, depuis les hommes éminents des carrières libérales jusqu'aux humbles citoyens de la classe laborieuse.

L'Association d'Education a besoin, pour accomplir la tâche qui lui incombe, de l'appui moral de tous les Canadiens-français.

Que les Conseils locaux de l'Union St-Joseph du Canada sachent aujourd'hui, comme lors du mémorable congrès de janvier 1910, mettre l'épaule à la roue. Il leur est facile, en se cotisant entre eux, d'envoyer des délégués à la convention, délégués qui s'inspireront ensuite des instructions reçues au quartier général, pour mener à bonne fin la lutte en faveur de l'enseignement bilingue.

Il faut que tous les Canadiens-français de l'Ontario suivent attentivement les délibérations de l'Association d'Education. Ils y puiseront un aliment pour le patriotisme et un encouragement pour le combat. Car, la situation n'est guère brillante. Il faudra rompre bien des lances encore, avant d'obtenir justice du gouvernement ontarien. Mais, la victoire sera d'autant plus belle qu'elle aura coûté plus d'efforts et de sacrifices.

LOUIS VEUILLOT

Le Canada français a rendu, à l'occasion du centenaire de Louis Veillot, un beau tribut d'hommage à la mémoire du grand journaliste catholique du dix-neuvième siècle. A Québec, à Montréal, à Ottawa, on a fêté ce chevalier sans peur et sans reproches, qui a toujours mis sa plume au service de la Religion et de la Patrie.

Ce qu'il faut surtout admirer dans Veillot, c'est la force de caractère. Voilà un homme qui a eu le courage de ses opinions, qui les a défendues envers et contre tous, qui a tout sacrifié plutôt que de renoncer à ses principes.

Le siècle actuel a une autre manière d'envisager les questions sociales, nationale, religieuses. C'est le siècle des compromis. Sous prétexte de tolérance et de

largeur de vues, on impose silence à la conscience ou au patriotisme. Ces grands mots là servent d'arguments pour excuser les trahisons les plus odieuses.

Veillot n'avait cure de paraître intransigeant, étroit, mesquin. Il se moquait des qu'en dira-t-on. Du moment qu'il s'agissait de défendre la religion catholique, il se jetait dans la mêlée. Pas d'opportunisme chez lui. Il cogne sur la valetaille avec un entrain qui prouve qu'il n'a pas peur. Ce n'est pas lui qui se serait préoccupé de savoir si sa manière d'agir allait, oui ou non, plaire à ses adversaires. Quand on se bat, il faut, pourvu qu'on respecte toujours les principes d'honneur, de loyauté et de justice, frapper à tour de bras.

On a beau dire et beau faire, il n'y a d'adroit que ce qui est droit. Et la meilleure manière de combattre pour sa religion et pour sa race, c'est de fondre sur l'ennemi avec impétuosité plutôt que de chercher des compromissions.

LA DISCRÉTION PATRIOTIQUE

Parlant de la discrétion, nécessaire aux entreprises nationales, le "Droit" écrit ce qui suit:

Pour avoir commis trop d'indiscrétions volontaires ou involontaires, bien des braves gens ont perdu le précieux appoint des sages avis qu'auraient pu leur donner, à huis clos, des hommes de science et d'expérience qui, pour des raisons légitimes, ne peuvent pas dire en public tout ce qu'ils pensent.

Au fort de la mêlée, il n'est pas toujours de bonne guerre de faire connaître aux simples soldats le pourquoi de tel ou tel commandement. S'ils ont confiance en leurs officiers, leur mot d'ordre doit être "obéissons en aveugle!"

L'on fusille impitoyablement qui-conque est convaincu d'avoir livré à l'ennemi le plus léger détail sur les plans de campagne de son armée, ou encore le secret d'un nouvel engin de destruction. Quel ne devrait pas être le châtement de l'étourdi ou du traître qui, par ses indiscrétions, compromet le succès d'une lutte à la fois nationale et religieuse?

Encore un coup, soyons discrets!

FAUSSE INSTRUCTION

Au sujet des critiques périodiques que l'on adresse aux collèges classiques de la province de Québec, l'"Action Sociale" conclut un article par les observations suivantes:

C'est donc une puérité dangereuse qui a eu trop de vogue déjà que de pousser partout notre jeunesse aux fonctions et aux études commerciales. Ce serait un danger de vouloir transformer encore les études classiques en études commerciales.

Ce n'est pas notre commerce qu'il faut augmenter, c'est notre production.

Si nos collègues classiques comptent trop d'élèves, si nos professions libérales comme les professions du commerce sont trop encombrées, c'est d'abord vers l'agriculture et ensuite vers l'industrie qu'il faut orienter nos jeunes gens, c'est-à-dire vers les labeurs vraiment productifs.

Or ce n'est pas en transformant le cours classique en cours commercial, en en faisant une machine bonne à tout (et bonne à rien) pour y attirer un plus grand nombre d'élèves, qu'on remédiera au mal. On ne fera que l'aggraver.

Ce qu'il faut corriger, c'est la très fausse idée que l'instruction suffit et mène à tout, idée que des journalistes et des habileurs irréflechis ont fait gober aux pauvres parents qui n'ont rien de plus pressé que de déclasser leurs enfants en les arrachant aux travaux de la terre ou de l'industrie.

C'est une utopie de croire qu'on remédiera à tous les maux et à tous les désordres de la société, en répandant ou en modifiant la simple instruction des jeunes gens.

Il faut bien autre chose que l'on oublie trop, et que nos réformateurs, agitateurs et émancipateurs, ont pour premier soin de faire oublier.

IL EST RUMEUR...

Il est rumeur que l'Union St-Joseph du Canada est une société de secours mutuels bien administrée.

Il est rumeur qu'elle est franchement catholique, foncièrement nationale, expressément charitable.

Il est rumeur que ses taux sont relativement bas et que ses finances sont, néanmoins, florissantes.

Il est rumeur qu'elle offre à ses membres plus d'avantages que toute autre société mutuelle.

Il est rumeur qu'elle paie promptement les réclamations justes et complètes qui lui sont faites.

Il est rumeur que sa moyenne d'âge est inférieure à celle de toute autre société.

Il est rumeur que le devoir de ses membres est de la faire connaître et aimer.

Il est rumeur que tout bon Canadien-français doit entrer dans l'Union St-Joseph du Canada.

Le Centin Collegial

Définition de l'Œuvre:

Il s'agit d'une œuvre née sous le patronage de l'Union St-Joseph du Canada, en septembre 1909, œuvre dont feu M. G. W. Séguin fut le zélé fondateur. Elle consiste à faire verser à chacun des membres de la Société un centin par mois dans le but de constituer un fonds spécial, à même lequel on puise les ressources nécessaires pour assurer une solide instruction à des orphelins de sociétaires défunts, ou à des fils bien doués que leurs parents ne peuvent faire instruire.

Conditions pour une Bourse:

Pour être favorisé d'une bourse du Centin Collégial, il faut être 1o Orphelin d'un membre actif en règle avec le paiement mensuel lors de son décès, ou fils d'un sociétaire qui a payé régulièrement sa cotisation au fonds du Centin Collégial; 2o Sans ressources suffisantes pour pourvoir à son instruction; 3o De bonne famille, et doué des qualités de l'intelligence et de la volonté qui puissent permettre de faire de bonnes études.

Protégés de l'Œuvre:

Le Centin Collégial paye actuellement l'instruction de trois jeunes gens, soit: Théobald Régnier à l'Université d'Ottawa, Arthur Béribé au Collège de Lévis, Gabriel DesVarnes au Collège du St-Esprit.

Finances:

Le Centin Collégial a reçu depuis sa fondation près de \$1,500.00. Il y a actuellement, dans la caisse du Centin Collégial, une somme de \$771.70 répartie comme suit:

District d'Ottawa.....	\$259.46
District de Québec... ..	\$193.59
District de Montréal....	\$318.65

Devoir des Percepteurs:

Les percepteurs ont le devoir de demander à tous les membres de contribuer un centin par mois à l'œuvre, qui retournera peut-être plus tard à l'avantage d'être qui leur sont chers.

Devoir des Membres:

Les membres doivent être fidèles à payer leur centin mensuel, puisque par là, ils font la plus belle charité qui soit.

Les percepteurs et receveurs sont priés d'indiquer, sur les formules relatives à la perception du Centin Collégial, le numéro de police du sociétaire qui verse son sou à la Caisse Collégiale.